

# 44 conjoncture

**1 233 entreprises**, représentatives du tissu économique de Loire-Atlantique ont répondu à cette enquête, entre le 15 et le 30 janvier 2015.



janvier 2015 • N°15

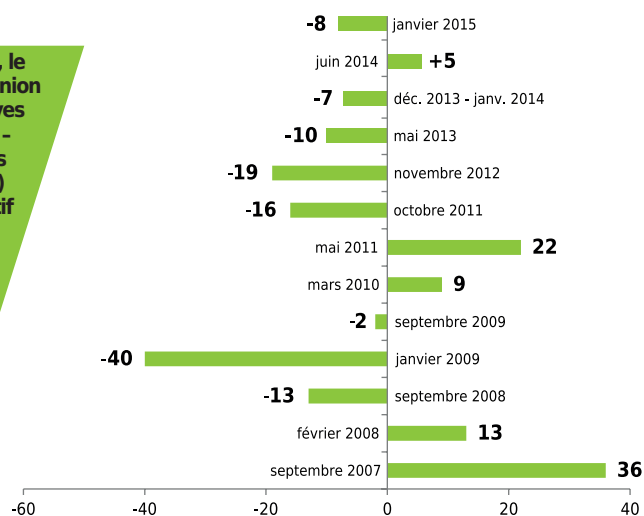
## L'atonie domine toujours ...

- Un panorama globalement stable pour les entreprises ces 3 derniers mois comparé à juin dernier : 36% des répondants estiment la conjoncture identique et 22% seulement en amélioration. Les prévisions de juin dernier (25% d'anticipations négatives) qui ne se sont pas concrétisées avec finalement un constat à la baisse pour 42% des répondants ... révèlent une certaine déception.

- Des prévisions qui illustrent une faible visibilité : 50% des chefs d'entreprises tablent sur une stabilisation et ils sont moins nombreux à anticiper une amélioration (21%) qu'en juin dernier (30%). Une nouvelle détérioration est même attendue par 29% des répondants, (+4 points comparé à juin dernier).

Au final, le solde d'opinion (perspectives favorables - perspectives défavorables) redevient négatif (-8), plombé notamment par les difficultés de la construction.

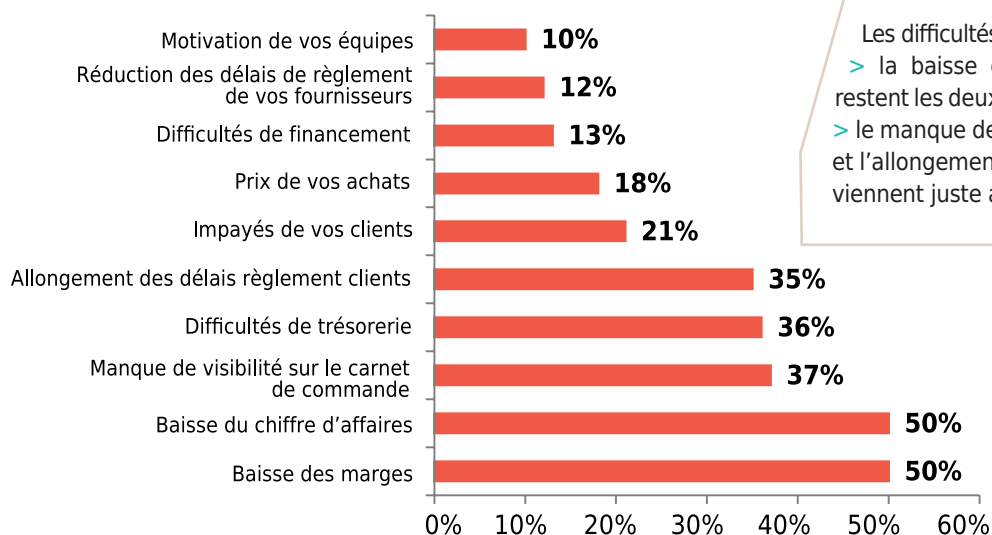
> SOLDE D'OPINION CONCERNANT L'AVENIR DE L'ENTREPRISE \*



\* différence entre les % d'opinions «meilleure» et «moins bonne»  
Source : Enquête de conjoncture, CCI Nantes St-Nazaire, janvier 2015

## Principales difficultés des chefs d'entreprises

> QUELLES SONT VOS PRINCIPALES DIFFICULTÉS ?



• Marges dégradées, baisse du chiffre d'affaires sont les deux principaux points noirs !

Les difficultés rencontrées évoluent peu :  
> la baisse du chiffre d'affaires et des marges restent les deux difficultés majeures des répondants,  
> le manque de visibilité, les difficultés de trésorerie et l'allongement des délais de règlement des clients viennent juste après.

Source : Enquête de conjoncture, CCI Nantes St-Nazaire, janvier 2015



A noter : Le manque de visibilité est cité par 70% des professionnels du BTP, 61% des industriels et 59% des services aux entreprises.

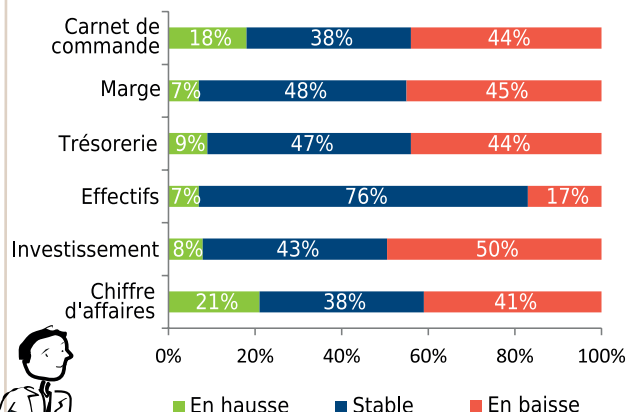
## Des espoirs déçus !

- Le chiffre d'affaires est stable ou en hausse pour 57% des répondants (56% en juin 2014). Les effectifs se maintiennent mais les embauches sont limitées (8%), preuve d'une grande prudence dans le pilotage des entreprises.

- Les marges et la trésorerie restent stables pour près de la moitié des chefs d'entreprises (47 et 48% contre 38 et 44% en juin dernier). Ils sont aussi moins nombreux à constater une nouvelle dégradation (44% contre 51 % des répondants en juin pour la trésorerie ; 45% contre 49% pour les marges). Leur redressement n'est toujours pas en vue.

- Les investissements sont restés limités en raison du manque de visibilité et de confiance, et ce, malgré des projets prêts parfois à être lancés. Seuls 8% des répondants ont ainsi accru leurs investissements ces trois derniers mois (12% en juin).

### > ÉVOLUTION OBSERVÉE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS (EN %)



## Perspectives : un manque cruel de visibilité !



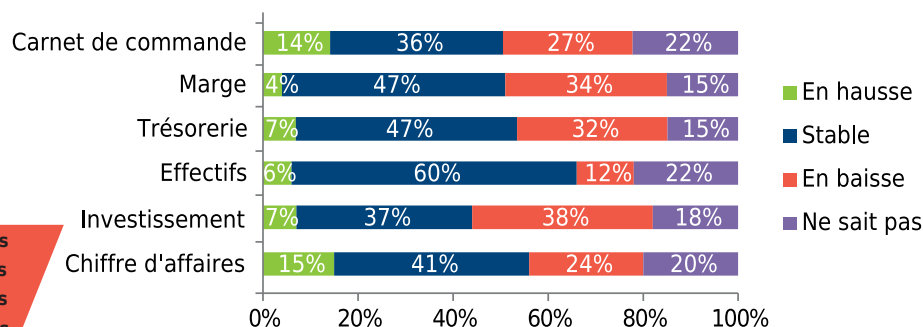
- La proportion élevée et sans précédent des répondants «ne sachant pas» est un des résultats clés de cette enquête, révélant la gestion «court termiste» et l'absence de points de repères pour près de 20% des répondants (entre +6 et +12 points selon les indicateurs), la faute à l'absence totale de visibilité dans la construction, l'industrie, le commerce de gros et les services aux entreprises notamment.

- 56% des chefs d'entreprises anticipent au moins une stabilisation du chiffre d'affaires (57% en juin 2014) et signe positif : ils sont moins nombreux (24%) à anticiper une détérioration qu'en juin (31%).

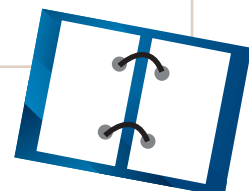
- La reprise des investissements n'est globalement pas prévue avec seulement 7% des répondants qui prévoient une hausse, 38% une baisse et ... 18% qui ne savent pas.

- Les professionnels ne s'attendent pas à un redressement des marges (4%) et à une amélioration de la trésorerie (7%). Une stabilité à un bas niveau est escomptée par 47% des répondants.

### > ÉVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



A noter : 15% des chefs d'entreprises anticipent un recours au chômage partiel dans les prochains mois, ce chiffre atteint 31% dans la construction



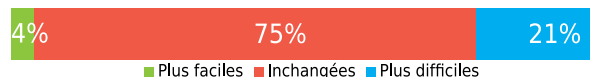


## Une situation financière toujours difficile

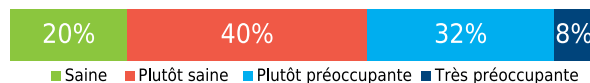
### Préoccupante pour 40% des entreprises (39% en juin et 37% en janvier)

- 20% des chefs d'entreprises jugent leur situation financière saine (21% en juin et 22% en janvier 2014). 32% l'estime préoccupante et 8% très préoccupante (7% en juin). Les évolutions sont peu élevées mais traduisent tendanciellement la montée de la fragilisation d'une part croissante d'entreprises.
- Les réserves financières demeurent faibles (59% des répondants - 60% en juin) voire inexistantes pour 10% (9% en juin dernier). Les relations avec les banques restent tendues pour 21% des répondants (comme en juin dernier). Pour les répondants les jugeant difficiles, la nature des difficultés rencontrées concernant l'obtention :
  - > de crédits à court terme (découvert, escompte...) pour 61% des concernés,
  - > d'emprunts pour investir : 50% (29% dans le commerce de gros - 75% dans l'hôtellerie - restauration),
  - > de couverture d'assurance-crédit : 15% des difficultés (22% en juin, 33% dans l'industrie).

### > COMMENT ÉVOLUENT VOS CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT ?



### > COMMENT JUGEZ-VOUS LA SITUATION FINANCIÈRE DE VOTRE ENTREPRISE ?



### > EN CAS DE DIFFICULTÉS, COMMENT ESTIMEZ-VOUS VOS MARGES DE MANŒUVRE ?



**A noter :**  
C'est dans l'hôtellerie-restauration (45% des répondants), le commerce de détail-services aux particuliers (41%) et la construction (39%) que la situation financière des entreprises est jugée la plus dégradée.



## Les facteurs d'optimisme/de pessimisme pour le premier semestre 2015 :



• Des perspectives économiques globales plus favorables : une croissance du PIB pour 2015 revue à la hausse (1% contre 0,7 % prévue à l'automne 2014) - la baisse du prix du pétrole et des matières premières, de la valeur de l'euro par rapport au dollar qui favorise une partie des exportations - une nouvelle diminution des taux d'intérêts.

• La chance d'être sur un territoire attractif avec un tissu économique local qui reste dynamique - de fortes attentes quant à la concrétisation du transfert de l'aéroport sont à signaler.

• Des donneurs d'ordre avec des carnets de commandes parfois très conséquents (8 ans de visibilité pour Airbus !) ou pour le moins en hausse (Manitou prévoit une croissance de 3% en 2015 après 6% en 2014).

• Des taux d'intérêt historiquement bas.

• Les bons résultats économiques de certains pays européens (Grande-Bretagne en tête) et le redémarrage de l'Espagne. Les perspectives aux Etats-Unis et en Asie restent porteuses.

• L'esprit de la loi Macron.



• Une déception s'agissant du choc de simplification : une promesse déçue et de fortes attentes en raison d'une gestion administrative de plus en plus coûteuse en temps et d'une complexité toujours plus grande : compte pénibilité, loi ALUR etc .. et de façon massive : la complexité et l'inadaptation du code du travail.

• Une incompréhension grandissante des problématiques d'entreprises par les politiques et les fonctionnaires.

• Un climat général morose qui nourrit la frilosité des consommateurs, les nombreuses liquidations des confrères et des concurrents - le risque de déflation.

• Les difficultés en Russie.

• Deux périodes électorales en 2015 qui vont aggraver la situation s'agissant des commandes publiques, déjà fortement ralenties du fait des restrictions budgétaires.

## PAR SECTEURS



### Industrie : correct - une tendance vers la reprise des investissements

La fin de l'année a été stable ou en hausse pour 62% des répondants (60% en juin dernier). Elle s'est avérée plus compliquée qu'attendue avec une chute parfois brutale des commandes en fin d'année. Les carnets de commande se sont maintenus ou sont en hausse pour 57% des répondants (46% en juin dernier).

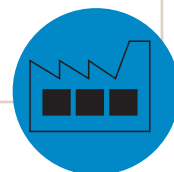
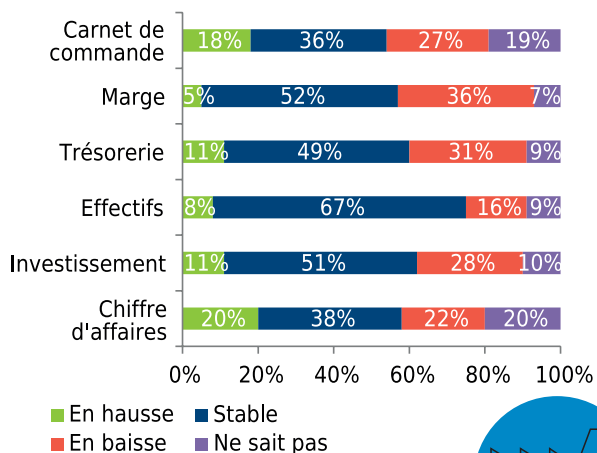
Les anticipations restent bien orientées avec 77% des répondants qui prévoient une stabilité ou une hausse de leur activité.

Signe positif, les prévisions d'investissements s'améliorent ; leurs niveaux devraient se maintenir ou progresser pour 62% des répondants (47% en juin). La situation financière s'assainit et offre davantage de marges de manœuvre (+8 points). Les prévisions de trésoreries sont ainsi au moins stables pour 63% des répondants (53% en juin dernier).

Les entreprises positionnées à l'international - et c'est un axe stratégique de plus en plus affirmé - tirent profit de la baisse de l'euro. Les politiques d'achat sont jugées très agressives, tirant vers le bas les marges. Les carnets de commandes des grands donneurs d'ordre de la navale et de l'aéronautique sont pleins, sans se traduire

forcément par de la visibilité pour les sous-traitants. L'agroalimentaire paraît bien orienté ; les industriels du meuble, les imprimeurs et ceux travaillant pour le ferroviaire (commandes reportées) sont davantage en difficulté.

#### INDUSTRIE : ÉVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



## PAR SECTEURS



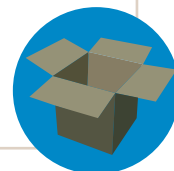
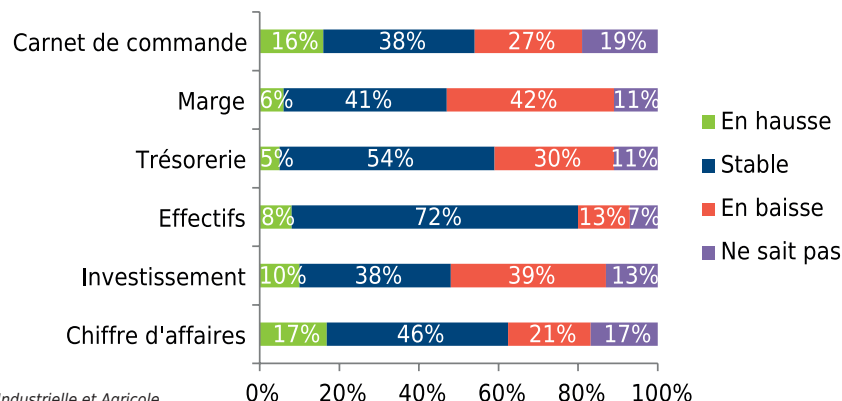
### Commerce de gros : variable selon les marchés mais des anticipations toujours positives !

58% des chefs d'entreprises jugent stables ou en hausse leur activité ces 3 derniers mois (51% en janvier dernier). Les difficultés les plus fortes s'observent dans les secteurs de la construction et dans les biens de consommation. Pour les équipements industriels, la situation est juste correcte. L'agroalimentaire tire son épingle du jeu. Le matériel agricole est en baisse.

68% des répondants prévoient une amélioration de leur situation dans les prochains mois (77% en juin dernier). Le problème des prix est central avec des marchés négociés à des prix toujours plus bas. De nouveaux relais de croissance sont signalés (rénovation énergétique, TRIA\* ...)

#### COMMERCE DE GROS :

##### ÉVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



## PAR SECTEURS



### Construction : une situation préoccupante et la sortie du tunnel n'est pas entrevue.

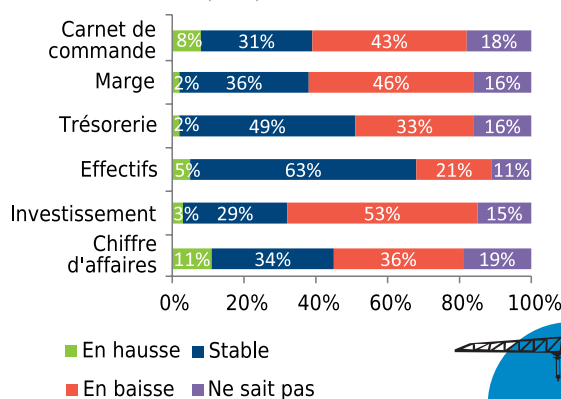
La dégradation de la conjoncture s'est poursuivie : 51% (44% en juin 2014) des répondants jugent leur activité en baisse ces derniers mois et seulement 10% (28% en juin) en hausse. Tous les marchés sont concernés. La baisse des investissements publics, un marché de la rénovation devenu trop calme ajoutés au bas niveau des permis de construire se traduisent par le sentiment d'un secteur au « point mort ». Conséquence : les carnets de commande sont en baisse pour 62 % des répondants, les trésoreries pour 56 %, les investissements pour 64 %, autant de « records » qui en disent long.

La baisse du prix de certaines matières premières ou le label RGE\* rendu obligatoire pour bénéficier des crédits d'impôts sont perçus comme des éléments positifs. Mais la question de fond reste le manque de commandes et une vive concurrence par les prix sur les quelques marchés qui sortent.

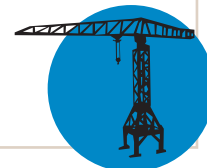
L'éclaircie n'est pas attendue à court terme. 43% s'attendent à une nouvelle détérioration de leur carnet

de commande et 18% n'ont aucune visibilité. 31% des répondants prévoient ainsi de recourir au chômage partiel (le taux le plus élevé était de 15% en mai 2013)

#### CONSTRUCTION : ÉVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



\* Reconnu Garant de l'Environnement



## PAR SECTEURS



### Services aux entreprises : Modérés - quelques perspectives.

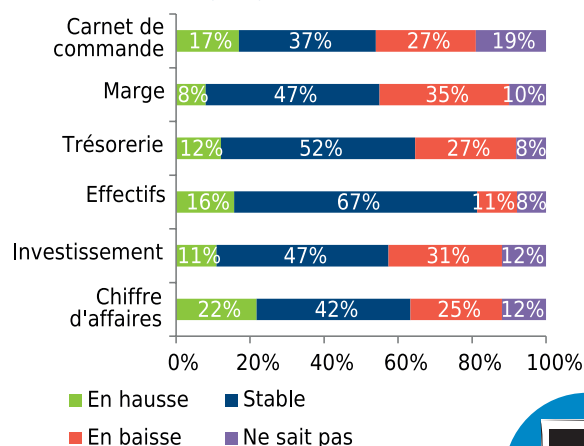
L'activité est restée correcte. 65% des professionnels jugent les derniers mois au moins stables ou en hausse (67% en juin). Les indicateurs évoluent peu comparé à juin 2014 sans amélioration des marges : seuls 8% des répondants constatent une hausse. Les délais de paiement ont tendance à s'allonger. Les difficultés croissantes des entreprises clientes, enclines à diminuer leur budget et à rogner sur les prix, se répercutent sur l'activité des répondants.

Les anticipations restent plutôt positives avec près de 8 professionnels sur 10 qui prévoient une stabilisation ou une amélioration. Certaines lois (Grenelle, Hamon pour la transmission d'entreprises, Duflot dans l'immobilier, DIF...) sont dénoncées pour leur inadaptation ou l'attentisme qu'elles génèrent. Les difficultés de la construction touchent l'ensemble des services aux entreprises. La pression des donneurs d'ordre se fait ressentir sur les prix mais leurs carnets de commande offrent aussi des marchés dans l'ingénierie.

La baisse du prix du gazole donne une bouffée d'air aux transporteurs qui subissent fortement

la concurrence étrangère. Le développement des technologies numériques ouvre des perspectives dans l'informatique.

#### SERVICES AUX ENTREPRISES : ÉVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



## PAR SECTEURS



### Commerce et services aux particuliers : une fin d'année 2014 correcte mais la morosité domine !

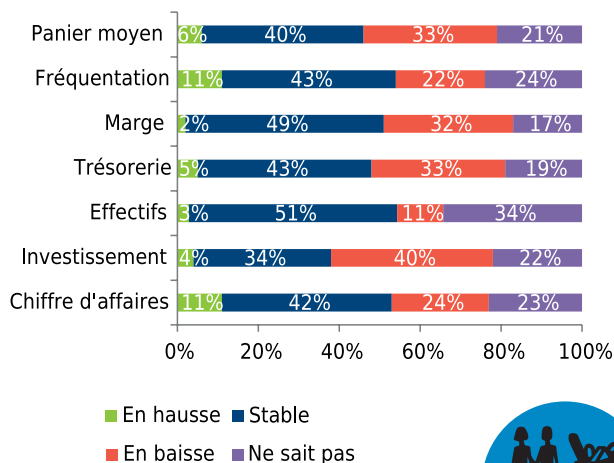
L'année s'est plutôt mieux terminée avec 53% des répondants qui estiment stable ou en hausse leur activité (44% en juin).

La fréquentation est au moins stable pour 63% des répondants (47% en juin) mais le panier moyen reste en baisse (51%). Le prix est devenu le critère d'achat n°1 y compris pour des produits plus « haut de gamme » et la concurrence d'internet est jugée majoritairement déloyale car non soumise aux mêmes règles.

La météo et les animations de fin d'année ont favorisé la fréquentation. Les soldes sont jugées plutôt décevantes, la faute à l'actualité de janvier mais aussi à la multiplication des soldes flottantes.

Les professionnels des services dénoncent le travail au noir et la frilosité des clients.

#### COMMERCE DE DÉTAIL ET SERVICES AUX PARTICULIERS ÉVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



## PAR SECTEURS



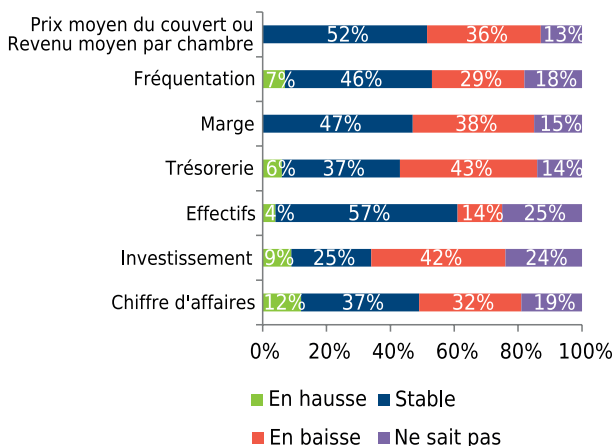
### Hôtellerie restauration : une conjoncture toujours déprimée.

L'activité a été orientée à la baisse pour 60% des répondants ; la moitié d'entre eux jugent notamment la fréquentation de leur établissement en recul.

Les prix sont tirés vers le bas en raison d'une surcapacité hôtelière à Nantes et d'un manque de dynamisme de la consommation plus généralement (moins de repas de famille...). Conséquence : les trésoreries sont mises à mal pour 58% des hôteliers-restaurateurs qui supportent par ailleurs des coûts de mise aux normes (accessibilité des handicapés ...).

Les perspectives sont plus favorables avec 73 % de répondants qui prévoient au moins une stabilité de leur activité. Les politiques événementielle, culturelle et touristique sont plébiscitées pour générer du business. Mais aucune embellie n'est attendue du côté du prix moyen par couvert ou par chambre.

#### HÔTELLERIE - RESTAURATION : ÉVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



Pour nous contacter :

Département Economie Stratégie des Territoires (DEST) - M : a.pogu@nantesstnazaire.cci.fr - T : 02 40 44 60 84  
CCI Nantes St-Nazaire - Centre des Salorges - 16 Quai Ernest Renaud - 44105 Nantes Cedex 4

[www.NantesStNazaire.cci.fr](http://www.NantesStNazaire.cci.fr)